

Diner-débat
Quelle Justice, quelles libertés ?
Cercle Républicain – Mercredi 11 mai 2011

Mesdames, Messieurs,

Je voudrais vous remercier de m'avoir convié à ce diner-débat sur un thème aussi important que la Justice et les libertés. Je dois dire que ma mission de ce soir est enthousiasmante, parce que le sujet, au fondement de notre République, est bien évidemment au cœur de mes convictions. Quel sujet plus fondamental que celui que vous avez retenu aujourd'hui ? « Quelle justice, quelles libertés ? », ce thème interroge évidemment le garde des Sceaux que je suis – ministre de la Justice et des libertés.

Les attentes de nos concitoyens à l'égard de l'Etat, et de la Justice en particulier, sont très fortes, parce que nos institutions sont les garantes des droits et libertés, les garantes aussi de la cohésion et de la paix sociale. Y a-t-il institution plus cruciale au sein de notre République que la Justice pour assurer la protection des droits et libertés de chacune et chacun ? Le rôle de la Justice est en effet majeur, parce qu'elle permet à tous de faire valoir leurs droits, parce qu'elle permet de régler efficacement les litiges qui touchent à la vie quotidienne de chacun de nos concitoyens, parce qu'elle apporte aussi des réponses aux victimes, en jugeant les auteurs de crimes ou de délits : toutes garanties de protection des droits et des personnes, de paix sociale aussi, essentielles dans un Etat de droit.

Mais, nos concitoyens nous le disent, la justice est univers complexe qu'ils ont du mal à appréhender. Un tel sentiment d'une justice lointaine, difficile à comprendre, dont le temps de réponse peut paraître long, ne doit jamais perdurer, car il met en péril ces principes essentiels de l'Etat de droit qui exigent une justice accessible, efficace et de qualité.

Le gouvernement a souhaité répondre à ces risques, et aux inquiétudes de nos concitoyens, en menant une action de modernisation sans précédent de l'institution

judiciaire. L'entreprise n'a pas toujours été des plus faciles, car il nous a fallu surmonter certaines résistances au changement et déployer des moyens considérables – dans un contexte budgétaire que l'on sait très contraint.

Mais aujourd'hui les résultats sont là : nos engagements pour une justice de qualité, protectrice des droits et libertés, ont été tenus, même s'il reste encore beaucoup à faire.

I. Nous avons profondément modernisé l'institution judiciaire, en la rénovant à la fois dans son organisation et dans son fonctionnement

En quelques décennies, l'institution judiciaire a été confrontée à de nouveaux défis, liés en particulier à une explosion des recours contentieux, à une extension de son champ d'intervention, ainsi qu'à un corpus juridique toujours plus foisonnant et complexe ; l'institution peinait à relever ce nouveau défi de taille alors même que son organisation et son fonctionnement demeurait globalement identique. Cette situation ne pouvait perdurer car, en faisant peser une charge toujours lourde sur les acteurs judiciaires, elle risquait de compromettre durablement la qualité et l'efficacité de notre justice.

Grâce à des réformes d'envergure et des investissements sans précédent, la justice a pu être rénovée. Ce mouvement de modernisation s'est considérablement accéléré ces quatre dernières années, sous l'impulsion politique très forte du gouvernement.

1. Une justice moderne, c'est une justice dont l'organisation et les procédures sont lisibles et claires.

Plusieurs réformes apportent des progrès significatifs dans ce sens :

> La réforme de la carte judiciaire qui offre une plus grande cohérence dans la répartition des juridictions sur le territoire national. Cette réorganisation était nécessaire car la carte, restée inchangée depuis 1958, n'était plus adaptée ni à la réalité du contentieux, ni aux réalités sociologiques ou démographiques de notre pays. La réforme a donc clarifié notre organisation judiciaire et par un ensemble de

regroupements, elle a aussi permis une répartition plus efficace des moyens entre les juridictions.

Toutefois, conscients qu'il ne suffisait pas de revoir l'organisation pour offrir une justice plus efficace et plus lisible, nous avons choisi d'accompagner la réforme d'un vaste programme de rénovation de l'immobilier de la Justice. Rénover les lieux de justice, c'est en effet garantir un meilleur accueil du justiciable – les investissements nous ont permis de multiplier, par exemple, les guichets uniques de greffe qui facilitent l'orientation du justiciable. Rénover, c'est aussi permettre aux personnels de Justice d'accomplir leurs missions dans de bonnes conditions : ceux qui participent à l'acte si difficile de juger doivent bénéficier de conditions matérielles optimales, qui leur permettent d'exercer leur métier en toute sérénité.

> Avec le temps, à force d'empilements législatifs, nos procédures ont atteint un degré de complexité que rien ne peut justifier. Nous avons donc mené un effort de simplification de nos règles procédurales. En matière de représentation en appel, par exemple, la loi a unifié les professions d'avoués et d'avocats pour mettre fin à la dualité de leur intervention devant les juridictions d'appel. Survivance du passé, cette dualité était parfaitement incompréhensible pour le justiciable, inutile en pratique et coûteuse. La réforme y met un terme en confiant la représentation en appel au seul avocat. Nous avons également garanti une meilleure répartition des contentieux, pour créer des blocs compétences plus cohérents entre les juridictions, civiles notamment, qui permettent au justiciable d'orienter efficacement son action.

2. Une justice moderne, c'est une justice qui dispose des outils les plus performants pour un meilleur service rendu au justiciable.

Les nouvelles technologies sont à cet égard une chance car elles favorisent un accomplissement plus rapide et plus efficace des formalités. Cette chance nous l'avons saisie : en développant la dématérialisation, la communication électronique, en dotant nos juridictions de la visioconférence, nous avons permis à la justice d'intervenir dans des délais mieux maîtrisés, sans faire peser une contrainte trop forte sur les justiciables, tout en respectant leurs droits.

3. Bientôt renouvelée aussi dans son fonctionnement, la justice se rendra plus accessible et plus proche

Plusieurs réformes en cours doivent nous permettre de progresser dans ce sens, et en particulier le projet de loi sur la participation des citoyens au fonctionnement de la justice, actuellement au débat au Parlement.

En associant les citoyens à la formation de jugement en correctionnelle, et non plus seulement en cour d'assises, en l'associant également au suivi de l'application des peines, le texte vise à rapprocher les citoyens de l'institution judiciaire.

Pour les citoyens, c'est la possibilité de mieux s'approprier cette justice qui comme je vous le disais leur paraît souvent lointaine ; c'est aussi un engagement civique que chacun accomplira au service de l'œuvre de justice. Pour les magistrats, c'est pouvoir bénéficier d'un éclairage neuf sur les affaires correctionnelles et en matière d'application des peines. Pour le prévenu enfin, c'est une confrontation directe au regard de la société et une chance supplémentaire de prendre conscience de ces actes.

L'effort d'accessibilité nous l'opérons au travers de la réforme des assises également inscrite dans ce texte : les cours d'assises seront désormais tenues de motiver leur décision, car il est important pour le condamné pour les victimes aussi de comprendre le sens des décisions.

II. Nous avons renforcé les garanties de l'Etat de droit, en apportant des garanties plus fortes à la protection des droits et libertés

1. L'Etat de droit s'exprime au travers d'un ensemble de principes et de valeurs. Pour autant, ces principes et ces valeurs ne peuvent se réaliser que si nous mettons en place des mécanismes de contrôle appropriés et si nous menons une action volontariste et continue pour en assurer le respect.

La révision constitutionnelle du 23 juillet 2008 a constitué une avancée majeure dans ce sens qui marquera profondément la Cinquième République et nos institutions : la création du Défenseur des droits, la nouvelle question prioritaire de constitutionnalité en constituent des mesures emblématiques.

En créant la QPC, la réforme a en effet révolutionné l'approche du contrôle de constitutionnalité, ouvrant la possibilité à tout justiciable de soulever, devant toute juridiction, la non-conformité d'une législation aux droits et libertés constitutionnellement garantis. La nouvelle procédure a déjà produit des effets considérables : elle se traduit ainsi par l'inscription dans la loi du 14 avril 2011 d'une meilleure garantie des droits des personnes en garde à vue – notamment grâce au renforcement attendu des droits de la défense, et en particulier par la présence effective de l'avocat dès le début de la procédure et au cours des auditions. Résultat d'une procédure de QPC également, le renforcement du contrôle du juge sur les mesures d'hospitalisation sans consentement, qui est actuellement à l'examen du Parlement.

Ce renforcement des droits du justiciable s'exprime aussi par la possibilité de saisir directement le CSM du comportement fautif d'un magistrat.

2. L'Etat de droit passe aussi par l'assurance d'un égal accès de tous à la justice et au droit, à défaut, nous privons nos concitoyens des garanties essentielles pour faire valoir leurs droits.

Je ne retiendrai qu'un seul exemple, mais notre action est très riche dans ce domaine. Nous avons développé une politique plus active et plus dynamique d'accès au droit, afin de répondre à la demande toujours plus forte de nos concitoyens d'une information juridique claire, compréhensible et adaptée à leur besoin. Cette politique qui avait été initiée par la loi du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique, nous l'avons considérablement renforcée afin qu'une telle information puisse être délivrée sur l'ensemble du territoire, gratuitement, par des professionnels du droit. Ce sont, désormais, 131 maisons de justice et du droit et plus de 1000 points d'accès dans lesquels peuvent se rendre chacune et chacun pour bénéficier de consultations juridiques gratuites.

En facilitant l'accès au droit, nous apportons à nos concitoyens les garanties essentielles à leur sécurité juridique. En effet, mieux connaître le droit, c'est être en mesure de prévoir les conséquences juridiques de ses actes.

III. Nous avons aussi tout mis en œuvre pour une meilleure protection des personnes.

1. Nous sommes confrontés à de nouvelles formes de délinquance, et une délinquance plus dure aussi, qui trop souvent porte atteinte aux personnes. C'est par une politique pénale ambitieuse que nous pouvons apporter de meilleures réponses à cette évolution et ainsi mieux protéger nos concitoyens.

- Nous nous sommes mobilisés pour que les actes délictueux et criminels reçoivent une réponse pénale ferme et adaptée. Nos efforts ont porté leurs fruits : le taux de réponse pénale progresse, pour atteindre près de 88% (contre 80.4% en 2007).
- La justice doit juger les auteurs, à la hauteur des faits commis : les atteintes aux personnes, qui peuvent être graves, sont dès lors sévèrement sanctionnées et nous avons prévu des sanctions plus fermes aussi pour les cambriolages ou les vols commis sur des personnes particulièrement vulnérables. C'est aussi le sens de la réforme des assises examinée actuellement par le Parlement : nous devons mettre fin au phénomène de correctionnalisation des crimes, pour qu'ils soient jugés comme tels et non comme des délits – quelle est la situation ? En raison d'un encombrement considérable des assises, les juges d'instruction, pris par la nécessité de juger dans des délais raisonnables, préfèrent soumettre certaines affaires relevant des assises au tribunal correctionnel.
- Nous nous sommes également donné les meilleurs moyens de lutter contre la récidive – en développant des réponses progressives et plus fermes à l'égard des personnes fortement ancrées dans la délinquance. Nous avons ainsi développé des réponses nouvelles – comme par exemple, les peines planchers (loi du 10 août 2007) : les crimes et délits commis en récidive sont désormais punis d'une peine qui ne peut être inférieure à un seuil fixé par la loi.
Il est apparu aussi que certains condamnés restaient particulièrement dangereux à l'issue de leur peine c'est la raison pour laquelle nous avons mis des réponses adaptées telle la rétention de sûreté (loi du 25 juillet 2008).

Réprimer est évidemment la première des réponses pénales, mais cela ne suffit pas toujours à prévenir la récidive – nous avons donc agi pour développer les dispositifs de soins : la loi du 10 mars 2010 prévoit ainsi que les délinquants sexuels ont l'obligation de se soumettre à un traitement.

2. Prévenir la récidive, c'est bien sûr mener une politique très active de réinsertion.

- Nous pouvons y parvenir grâce à une **politique pénitentiaire ambitieuse**, qui garantisse des conditions de détention dignes et un développement de l'activité des détenus.

Le temps de l'incarcération doit toujours être un temps utile pour permettre au condamné de préparer l'avenir, de construire un projet de sortie – faute de quoi nous aurons manqué notre objectif.

Depuis 20 ans, peu d'institution ont évolué de façon aussi remarquable et rapide que l'institution carcérale – cette évolution s'est traduite par une entrée spectaculaire du droit en prison – avec un élargissement des voies de recours des détenus, la présence de l'avocat en commission de discipline... ; elle s'est traduite plus généralement par un renforcement des droits du détenu et la garantie notamment de son droit à la dignité.

La loi pénitentiaire du 24 novembre 2009, les programmes successifs de ces deux dernières décennies pour la rénovation de l'immobilier pénitentiaire ont constitué un progrès majeur pour nous permettre de disposer de prisons plus humaines.

J'ai annoncé il y a quelques jours, le 4^{ème} plan de modernisation de l'immobilier pénitentiaire marquant une nouvelle étape dans la modernisation de nos établissements. J'ai souhaité en effet que nous poursuivions très résolument notre action pour mettre nos prisons en pleine conformité avec les règles pénitentiaires européennes : notre parc pénitentiaire a en effet beaucoup vieilli, ses capacités d'accueil sont désormais très insuffisantes ; rénover, c'est donc développer

l'encellulement individuel, mettre en place des douches en cellule, permettre au détenu de maintenir des liens familiaux etc.

J'ai souhaité que nous poursuivions aussi notre action en développant de nouveaux types d'établissements pénitentiaires (quartiers nouveau concept, établissements à réinsertion active), qui grâce à des infrastructures adaptées, soient véritablement en mesure de développer le travail des détenus.

Evidemment, dans un contexte de crise économique, la tâche n'est pas des plus évidentes, mais cela ne doit pas nous arrêter car les enjeux sont cruciaux ; il faut surmonter cet obstacle en développant les partenariats et toute nouvelle forme d'activités en prison.

- La réinsertion passe également par un développement de l'aménagement de peines.

Le recours au placement sous surveillance électronique mobile (bracelet électronique) constitue une solution particulièrement intéressante pour l'exécution des courtes peines et pour les détenus en fin de peine. Le tout carcéral n'est pas toujours la meilleure des solutions : pour les courtes peines, le bracelet électronique permet d'éviter le choc peut constituer l'incarcération ; pour les détenus en fin de peine, le dispositif permet de préparer leur sortie dans les meilleures conditions de réinsertion notamment. Je suis profondément convaincu de l'importance, pour le condamné, de ne pas rompre le lien social.

3. Je crois que nous pouvons nous honorer de notre politique, qui place le respect de la dignité des personnes au cœur de nos priorités. Toutefois, cela ne doit en rien obérer l'attention que nous devons aux victimes, notamment aux victimes d'infraction. En effet, le temps de la Justice est un temps qui leur permet de se reconstruire ; c'est un temps qui leur permet, ainsi qu'à leur proche, d'obtenir des réponses. En jugeant les auteurs des actes à hauteur des faits qu'ils ont commis, en s'assurant qu'ils exécutent leurs peines, nous offrons aux victimes ces réponses.

Toutefois, il faut aller plus loin, car le parcours judiciaire est souvent difficile pour les victimes et leurs proches. La Justice doit donc s'engager pour les accompagner : on

ne peut accepter de laisser les victimes désorientées, alors même qu'elles sont déjà fragilisées et se sentent souvent perdues dans la complexité du système judiciaire. Dans cette perspective, nous avons donc multiplié les dispositifs d'écoute, de soutien et d'orientation des victimes : de nouveaux bureaux d'aide aux victimes ont été ouverts au sein des tribunaux ; des numéros d'urgence ont été mis en place.

Mesdames, Messieurs, j'ai tracé à grands traits les priorités de notre action en faveur de la Justice et des libertés. Les avancées sont considérables. Ai-je répondu à votre interrogation sur « Quelle Justice, quelles libertés ? », en partie seulement, je le crains. Mais je veux vous dire ceci, notre modèle de Justice a su évoluer, dans le meilleur respect des libertés de nos concitoyens, mais aussi dans la recherche d'un équilibre si délicat à trouver – et je crois que nous l'approchons désormais de plus près – entre différentes exigences de notre Etat de droit. La Justice est bien sûr toujours à la recherche d'une conciliation – toute atteinte aux libertés doit être proportionnée, elle ne peut être justifiée que par la nécessité de protéger notamment les personnes (leur sécurité, leur intégrité), ou en matière pénale par les nécessités liées à la recherche de la vérité.

C'est une grande responsabilité que notre Justice sait et saura assumer, dès lors que grâce à notre vigilance et à notre engagement de chaque instant nous lui en donnons tous les moyens.

Je vous remercie.